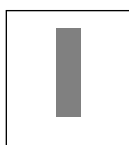


Déclaration des élus Info'Com-CGT des groupes Bayard et Le Monde

Construisons un partenariat inter-groupes en faveur de la sécurité sociale professionnelle

Nous, délégués du personnel, élus aux Comités d'entreprise et de groupe, représentants et délégués syndicaux Info'Com-CGT et Filpac-CGT, mandatés dans les groupes Bayard (2500 salariés en CDI et 3300 pigistes, 1 quotidien national et 150 magazines) et Le Monde (3500 salariés, 1 quotidien national, 7 quotidiens régionaux, 2 quotidiens gratuits, une trentaine de magazines...), faisons la déclaration suivante :



Une situation périlleuse pour l'emploi

La stratégie annoncée et mise en œuvre par le groupe Lagardère Active Média, qui entraînera l'arrêt, en 2007, d'une vingtaine de titres édités par son propre groupe, ainsi que la suppression de quelque 350 emplois au sein des activités françaises d'Hachette, a aussi des conséquences économiques et sociales catastrophiques chez ses partenaires business, dont nos groupes font largement partie.

Situation du groupe Bayard Presse

- Dans le groupe Bayard (qui comprend Milan, entre autres), l'inquiétude des dirigeants et des salariés est considérable. Alors que les publications propres du groupe indépendant connaissent, comme beaucoup d'autres magazines, des baisses de diffusion et donc de chiffres d'affaires, de fortes interrogations sont de plus en plus ouvertement exprimées quant aux performances et même à la loyauté de la régie publicitaire Interdeco, propriété de Lagardère et principal opérateur publicitaire des titres Bayard, régie qui est, depuis cet automne, fortement réorientée vers la prospection « multimédia ».
- A Bayard et chez Milan encore, la direction du groupe a d'ores et déjà annoncé l'arrêt de cinq pre-

miers titres (*Vermeil, Eurêka, Phosphore études, Lolie, Provence magazine*) et, en conséquence, sa volonté, pour 2007, de négocier un plan de sauvegarde de l'emploi portant sur 70 postes de travail au moins. Par ailleurs, une négociation sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) vient de s'ouvrir et doit être mise en œuvre sur le périmètre social le plus étendu possible, selon les syndicats unanimes, avant d'envisager le moindre plan de sauvegarde de l'emploi.

- Le 16 janvier dernier, lors d'un Comité d'entreprise de Bayard Presse (maison « mère » du groupe), le représentant syndical Info'Com-CGT a invité fermement la direction à commencer d'envisager une « association » ou des « partenariats » sociaux avec d'autres éditeurs qui sont proches, à plusieurs titres, du groupe Bayard : « *Une telle entente pourrait, par exemple, donner lieu, au niveau social, à des reclassements " internes " à l'échelle de l'ensemble des groupes associés. Ce serait l'ébauche d'une authentique politique de " sécurité sociale professionnelle ", politique qui servirait l'intérêt évident des entreprises et groupes associés, ainsi que celui de leurs salariés. Une telle démarche, qui n'est plus utopique, bénéficierait, soyez en persuadé, du soutien de la CGT.* » Il se pourrait qu'il ait été bien entendu.

Construisons des solidarités entre nos groupes de presse

Arnaud Lagardère :

« Si la presse ne bouge pas, elle est condamnée. (...) Il ne faut pas avoir la nostalgie du papier. (...) Sinon, on va se faire manger par les Google et compagnie. Je ne veux plus considérer les journalistes en fonction du support dans lequel ils écrivent, mais plutôt en fonction du contenu... »

La sécurité sociale professionnelle, un rempart contre la précarité !

http://www.lemonde-infocomcgt.fr/IMG/pdf/Info_Com-CGT_sspro.pdf



Un document d'Info'Com-CGT publié en mars 2006

- A Bayard, enfin, le sort de la filiale Hafiba (posédée à 50/50% avec... Hachette), société de photogravure de haute qualité (un peu plus de 50 salariés), semble particulièrement inquiétant, une fois de plus du fait de la nouvelle stratégie « anti-papier » de Lagardère. Lors d'un Comité d'entreprise du jeudi 1^{er} février, la direction d'Hachette n'a donné aucune information précise quant à ses intentions en matière d'emploi. La direction de Bayard s'est montrée beaucoup plus constructive, évoquant bilans de carrières, formations et étude de la situation d'ici à mars prochain avant toute décision. Il a été, par ailleurs, indiqué que le « retrait » des publications d'Hachette de la filiale Hafiba entraînera, pour 2007, un manque à gagner de 700 000 euros !

Situation du groupe Le Monde

- Dans le groupe Le Monde, contrairement à ce qui avait été « vendu » aux salariés du quotidien *Le Monde*, la constitution du groupe – dans un premier temps avec La Vie (groupe PVC) – n'a pas généré les synergies publicitaires et rédactionnelles tant vantées, à l'époque, par les différentes directions concernées. En fait, lorsque des synergies évidentes pouvaient être mises en œuvre, la mise en concurrence des titres, au sein même du groupe, a entraîné les actionnaires vers des stratégies défensives, bien sûr au premier désavantage des salariés. Plusieurs titres ont mis la clé sous la porte (*Aden, Le Monde Initiatives...*) et certaines activités ont été cédées, voire abandonnées (*Voiles et Voiliers, France Routage, Presse informatique...*), laissant sur le carreau de très nombreux salariés, avec peu de reclassements dans le groupe.

- Aujourd'hui, la « version 2 » du groupe, avec l'acquisition du « pôle sud » de presse quotidienne régionale, tout aussi attrayante qu'elle puisse être du point de vue industriel, voire rédactionnel, peut tout de même faire redouter de nouvelles restructurations. Le point positif de ce rapprochement est qu'il devrait permettre la mise en place d'une véritable gestion prévisionnelle de l'emploi, avec la création, depuis le 1^{er} janvier 2007, d'une « Bourse de l'emploi » à l'échelle du groupe élargi.

2

Une atteinte historique au pluralisme de la presse

Mi-janvier 2007, Arnaud Lagardère tenait, au nom du « cross media » et de la « dématérialisation des supports », quelques propos chocs, lors d'un déjeuner avec l'Association des journalistes des médias et de la communication : « *Si la presse ne bouge pas, elle est condamnée. (...) Il ne faut pas avoir la nostalgie du papier. (...) Sinon, on va se faire manger par les Google et compagnie. Je ne*

- Cette mise en œuvre d'une véritable gestion prévisionnelle des emplois est l'occasion, pour les salariés et leurs syndicats, de discussions sur la « sécurité sociale professionnelle » promue par la CGT. A l'occasion (toujours d'actualité) des menaces qui pèsent, de façon absurde, sur un magazine aussi important que *Top Famille*, la solidarité active, inédite jusqu'alors, entre les salariés et les syndicalistes de différentes sociétés du groupe est en train de faire la démonstration que des « projets alternatifs », peuvent ouvrir des perspectives inattendues. Cette solidarité avec l'équipe de *Top Famille* s'est d'ailleurs étendue, dans le cadre de l'intervention initiale d'Info'Com-CGT, au-delà du groupe Le Monde, ce qui, malheureusement, n'a pas toujours été bien compris par certains syndicalistes encore trop corporatistes.

- Au quotidien *Le Monde*, plusieurs réunions ont été organisées dernièrement par Eric Fottorino, le nouveau directeur de la rédaction, sur les rapprochements entre le papier et le web. Le « virage numérique », tel qu'il est présenté dans ces réunions, nécessite une réflexion sur les conséquences professionnelles et sociales du développement inéluctable des sites Internet d'information. Des règles professionnelles, voire déontologiques, ainsi que sociales doivent être négociées de manière paritaire, dans le respect des particularités propres aux métiers de l'information. Le web doit s'inscrire clairement dans la sphère de l'information pluraliste et de qualité. Il ne doit pas être le concurrent sauvage des titres « papier », mais, bien au contraire, il est appelé à participer au succès global des publications du groupe. Il ne peut être non plus le prétexte d'une précarisation totale de l'emploi et des parcours professionnels. Au contraire, le « virage numérique » nécessite la participation de tous et, donc, des plans de formation exceptionnellement ambitieux (voir, ci-dessous, notre point 3). Un « label » de qualité et de respect des règles sociales et professionnelles pourrait, de ce point de vue, valider publiquement la conformité des productions numériques autant que celle des publications plus traditionnelles avec les canons de la profession.

veux plus considérer les journalistes en fonction du support dans lequel ils écrivent, mais plutôt en fonction du contenu... » Est-il nécessaire de commenter ?

Le jeudi 25 janvier, Didier Quillot, président de Lagardère Active Média, annonçait l'arrêt ou la cession d'une vingtaine de ses titres magazines

La sécurité sociale professionnelle : un nouveau droit à conq

– dont *Top Famille* –, dès 2007, ainsi qu'un plan social massif (suppression de 7 à 10 % des 9 900 emplois du groupe) ! Aussitôt, un millier de salariés de la branche presse écrite d'Hachette, réunis en assemblée générale, rejetait à l'unanimité ce plan dit de « rationalisation ». Un conflit social majeur est certainement commencé, avant même l'ouverture du « système de guichets (départs) » proposé, d'emblée, par Didier Quillot... De plus, cette volonté de désengagement accéléré de l'édition de magazines « papier » entraîne d'ores et déjà une grave déstabilisation de tout le secteur de l'impression et du routage (labour), coup dur qui se répercute lourdement sur les actuels projets de modernisation des imprimeries de presse.

Par ailleurs, Arnaud Lagardère ne cesse, depuis des mois, de menacer d'abandonner brutalement son rôle et sa responsabilité d'opérateur des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) dont il reçoit, pourtant, une redevance de 17 millions d'euros par an. Pis, le volume de ses propres publications dans le dispositif coopératif de distribution (environ 20% de la diffusion totale) pourrait fondre comme neige au soleil, précipitant ainsi les difficultés à peine surmontables par l'ensemble du réseau.

Enfin, dans une interview donnée à CB News (livraison daté du 29 janvier 2007), Didier Quillot, qui s'apprête à liquider des centaines d'emplois par l'unique méthode particulièrement opaque des « guichets départs », a l'outrecuidance d'annoncer : « *Nous embaucherons aussi 100 à 150 personnes pour notre projet numérique sur les douze à dix-huit prochains mois.* » Quid des formations de reconversion ou d'adaptation pour les salariés actuels du groupe Lagardère Active Media. Quid des obligations de reclassement en cas de plan de sauvegarde de l'emploi ?

On le constate, c'est bien le pacte républicain passé, à la Libération, entre le secteur de la presse écrite et l'opinion publique, et le pluralisme démocratique de l'information qui sont mis en cause avec une brutalité ultra-libérale inédite. Aujourd'hui, ce sont les opérations financières et la recherche frénétique de marges qui restructurent toute la presse écrite. L'information n'est plus qu'une marchandise parmi d'autres, et les salariés engagés dans sa production (y compris les journalistes) sont détachés, au défi de la loi, de leurs responsabilités professionnelles vis-à-vis des titres qu'ils produisent, puis, finalement, gérés comme des troupeaux.

C'est bien le pluralisme démocratique de l'information qui est mis en cause !

Notre proposition alternative

3

Face à une telle déconstruction de la presse, nous appelons les dirigeants de nos groupes à mettre en œuvre, le plus tôt possible, des partenariats de solidarité, au nom du salut de leur indépendance et de la sauvegarde de leurs moyens de production, ainsi qu'au nom d'une véritable politique de sécurité sociale professionnelle pour tous leurs salariés.

Selon nous, il est urgent que les directions des groupes Bayard et Le Monde fassent ensemble la démonstration de la nécessité vitale d'une information indépendante, pluraliste, humaniste et de qualité, produite dans un cadre social respectueux des droits et responsable des engagements professionnels.

Nous appelons aussi les salariés à comprendre et à soutenir notre démarche fondamentalement paritaire : sauver, voire développer nos outils de travail, sauvegarder nos emplois et améliorer sans cesse nos compétences professionnelles, voici un programme qui suppose, plus que jamais, la coopération de toutes les bonnes volontés, qu'elles soient syndicales, professionnelles ou patronales ! Voilà qui bénéficiera de notre totale mobilisation, dans les entreprises et dans les instances nationales paritaires.

Concrètement, nous demandons que nos directions décident ensemble, et en dialogue avec les organisations syndicales, la mise en œuvre de dispositifs de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences sur des périmètres sociaux inter-groupes. Proposer, en cas de restructuration de certaines activités, dans l'un ou l'autre groupe, des possibilités de « reclassement interne » à l'échelle de toutes les activités des deux groupes rassemblés ; proposer des « congés de mobilité professionnelle » (garantisant la sécurité d'un emploi dans le groupe d'origine) aux salariés qui souhaitent participer à un projet ou au développement d'une activité existante dans l'autre groupe ; proposer des évolutions de carrière, ou des reconversions, qui ne seraient envisageables que dans le cadre considérablement élargi des deux groupes socialement associés ; coordonner les évolutions démographiques (pyramides des âges selon les métiers, départs massifs à la retraite, métiers émergents ou déclinants...) ; mutualiser les moyens et les politiques de formation ; favoriser, de ce fait, des projets communs et nouveaux, que chaque groupe, séparément, n'a pas les moyens économiques et humains de concevoir et de développer... Autant de pistes que nous devons explorer, tous ensemble, pour offrir le meilleur avenir à l'information, à la presse et à nos vies professionnelles.

Il va de soi qu'un tel chantier ne peut s'envisager que dans le cadre d'un dialogue social loyal,

Nous demandons que nos directions décident ensemble la mise en œuvre de dispositifs de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences sur des périmètres sociaux inter-groupes.

Querir pour sécuriser les parcours professionnels des salariés

intensif et positif. Il va de soi, aussi, qu'il ne pourra générer un rebond salubre pour nos groupes, ainsi qu'une sécurité sociale professionnelle authentique pour les salariés, que si les moyens de la formation (adaptations, mais aussi reconversions professionnelles) sont considérablement accrus. De ce point de vue, Info'Com-CGT s'engage à soutenir, le plus possible, les plans coordonnés de formation des deux groupes.

Afin d'obtenir des financements à la hauteur de cette démarche, les représentants d'Info'Com-CGT

siégeant dans les groupes paritaires emploi-formation des différentes formes de presse, ainsi qu'à la Commission paritaire nationale pour l'emploi et la formation professionnelle de la presse (nouvellement créé depuis l'accord collectif national sur la formation en presse de mars 2005), porteront, dans ces instances, les parcours de formation que nous aurons négociés avec les directions des deux groupes, permettant ainsi de financer de véritables plans de formation pluriannuels.

Nous, délégués du personnel, élus aux Comités d'entreprise et de groupe, représentants et délégués syndicaux Info'Com-CGT et Filpac-CGT, mandatés dans les groupes Bayard et Le Monde, demandons l'ouverture immédiate de discussions paritaires inter-groupes afin de construire solidairement la sécurité sociale professionnelle qui sera le socle fondamental d'une re-fondation de la presse écrite pluraliste et indépendante, presse bien représentée par les titres que nous produisons.

Délégués des groupes Bayard et Le Monde :

- Romain Altmann • *DP Le Monde, Info'Com-CGT*
- Myriam Beudet • *DS, DP, secrétaire adjointe du CE Bayard, Info'Com-CGT*
- Marion Gillot • *DS Fleurus Presse, représentante syndicale au CE, Info'Com-CGT*
- Bruno Lanteri • *Représentant syndical au CE Le Monde, DP, Info'Com-CGT*
- Claire Laudereau • *CE Fleurus Presse, Info'Com-CGT*
- Jacques Le Corre • *CHSCT Bayard, Info'Com-CGT*
- Marc Lefebvre • *DS, CE Hafiba, SGLCE-CGT*
- Aurore Meyer • *CE Fleurus Presse, Info'Com-CGT*
- Antoine Peillon • *DS Bayard, représentant syndical au CE, Info'Com-CGT*
- Sylvie Pirou • *DP, CE Hafiba, SGLCE-CGT*
- Sabine Rousselet • *DS, CE Milan, secrétaire adjointe Comité de groupe Bayard, FILPAC-CGT*
- Patricia Soussan • *DP Bayard, CE, Info'Com-CGT*
- Monique Torzo • *Comité de groupe Bayard, représentante syndicale au comité de groupe, Info'Com-CGT*

Bulletin à découper et à renvoyer

Vous êtes journaliste, cadre, employé ou ouvrier, donnez du poids à la sécurité sociale professionnelle et à vos revendications en adhérant à Info'Com-CGT

**1+1+1... ça compte
J'adhère à Info'Com-CGT**

Nom : Prénom :

Entreprise :

Téléphone : Courriel :

Bulletin à découper et à renvoyer à :
Info'Com-CGT / 94, bd Auguste-Blanqui / 75013 Paris

GRUPE BAYARD

Antoine Peillon

01 44 35 69 84

antoine.peillon@bayard-presse.com
www.cgtbayard.org

GRUPE LE MONDE

LE MONDE

Bruno Lanteri et Romain Altmann

infocomcgt@lemonde.fr

www.lemonde-infocomcgt.fr

FLEURUS PRESSE

Marion Gillot

01 56 79 32 93

m.gillot@fleuruspresse.com